

14
19832

21. April 1940 L

A 21. 31. - ZD.
ad R.P. No 22. *note*

Berne, le 21 avril 1941.

Monsieur le Ministre,

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre rapport du 9 avril sur l'échange de vues que vous aviez eu, la veille, avec le Ministre des Affaires étrangères de Suède. Nous en avons pris connaissance avec beaucoup d'intérêt et nous vous en remercions vivement.

Les indications que M. Günther, dont nous apprécions la franchise, vous a fournies peuvent nous être fort utiles et nous lui serons reconnaissants de continuer à nous en donner par votre entremise. De notre côté, nous nous montrons fort ouverts dans nos rapports avec M. de Westrup, dont le tact et la perspicacité nous inspirent confiance. Nous persisterons volontiers dans cette attitude, sans, toutefois, nous lier à des échanges de vues réguliers, ni envisager une politique concertée entre la Suède et la Suisse, dont l'opportunité nous paraîtrait fort discutable.

Entre les cinq Etats européens qui ne sont pas directement mêlés à la guerre et cherchent à rester en dehors du conflit, la position de la Suède et celle de la Suisse présentent sans doute bien des similitudes. Le Portugal est lié à l'Angleterre par une alliance séculaire, l'Espagne a adhéré au Pacte tripartite et la Finlande doit s'appuyer sur l'Allemagne pour tenir tête à la Russie. La Suède et la Suisse sont seules à être libres

Monsieur Paul DINICHERT,
Ministre de Suisse,
STOCKHOLM.



d'alliances et cherchent par des moyens analogues à résoudre des problèmes de même nature. Mais ces problèmes se posent de façon différente pour deux pays dont la position géographique n'a aucun trait commun et dont la neutralité n'est pas de même essence; ils ne peuvent donc être résolus de la même manière et il serait peu sage de vouloir établir entre Stockholm et Berne une solidarité illusoire et une identité de méthodes. Ni la Suisse ni la Suède n'aurait à y gagner.

Tout en attachant, comme M. Günther, beaucoup de prix à des échanges de vues confiants, nous pensons qu'ils ne peuvent être utiles que si l'on garde constamment à l'esprit que les points de vue sont différents et que, par la force des choses, telle solution, bonne pour la Suède, serait impraticable pour la Suisse et vice versa. Cette pensée nous a préservés de fonder des espoirs démesurés sur l'utilité du groupement d'Oslo et nous n'avons pas eu à le regretter. Elle garde toute sa force.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL.

Pilet-Golaz